

DOCUMENT D'INFORMATION SUR

ISRAËL

Janvier 2007

Direction des recherches
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Avertissement

Les renseignements contenus dans le présent document d'information ont été tirés de sources accessibles au public auxquelles a accès la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Le présent document d'information n'est pas, et ne prétend pas être, ni exhaustif en ce qui touche les conditions dans le pays passé en revue, ni concluant en ce qui touche le bien-fondé d'une demande d'asile particulière.

Recherche achevée le 15 janvier 2007

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2. CONTEXTE POLITIQUE

3. PARTIS POLITIQUES

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

NOTES DE FIN DE DOCUMENT

RÉFÉRENCES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom officiel

État d'Israël

Géographie

Situé en Asie occidentale, Israël occupe une superficie de 22 145 km²ⁱ, et est limité par la mer Méditerranée à l'ouest, l'Égypte au sud-ouest, la Jordanie à l'est, la Syrie au nord-est et le Liban au nord. Son climat est méditerranéen, mais il varie entre la côte fertile et le désert aride du Néguev.

Population et densité

Population : 6 859 500ⁱⁱ (estimation officielle de décembre 2004).

Densité : 317,0 hab./km² (décembre 2004).

Principales villes et population:

Jérusalem (capitale)ⁱⁱⁱ 706 400; Tel-Aviv-Jaffa 371 400; Haïfa 268 300; Rishon LeZiyyon 217 400; Ashdod 196 900; Beersheba 184 500; Petach-Tikva 176 200; Netanya 169 400; Holon 165 800; Bnei Beraq 142 300; Bat Yam 130 400; Ramat Gan 127 400 (estimation de décembre 2004).

Langues

L'hébreu et l'arabe sont les langues officielles d'Israël et l'anglais est la langue étrangère la plus parlée. Cependant, beaucoup de langues européennes sont aussi parlées, notamment le russe par plus d'un million de russophones.

Religions

Juifs 76 %; musulmans 16 %; chrétiens 2 %; druzes 2 %; autres 4 %.

Groupes ethniques

Juifs 76 % (y compris les Juifs originaires d'Israël 67 %, d'Europe/Amérique 23 %, d'Afrique 6 %, d'Asie 4 %); non-Juifs 24 % (Arabes 20 %; non-Arabes 4 %).

Démographie (à moins d'indication contraire, estimation de 2006)

Taux de croissance démographique : 1,18 %.

Taux de mortalité infantile : 6,89 décès/1 000 naissances vivantes.

Espérance de vie à la naissance : 79,46 ans.

Taux de fécondité : 2,41 enfants nés/femme.

Taux d'alphabétisation (pourcentage de personnes de 15 ans et plus qui savent lire et écrire) : 95,4 % (estimation de 2003).

ⁱ Comprend Jérusalem-Est (annexé en juin 1967) et le plateau du Golan (annexé en décembre 1981).

ⁱⁱ Comprend la population de Jérusalem-Est, du plateau du Golan ainsi que les Israéliens des régions sous contrôle militaire israélien.

ⁱⁱⁱ Israël considère que Jérusalem est sa capitale, mais les Nations Unies ne reconnaissent pas Jérusalem comme la capitale d'Israël.

Devise

Nouveau shekel israélien (ILS).
3,64 ILS = 1,00 CAD¹.

Fêtes nationales

Le Shabbat juif commence le vendredi au crépuscule pour se terminer le samedi, à la tombée de la nuit.

2006 : 12-18 avril (Pessah, Pâque - jours fériés les premier et dernier jours du festival), 2 mai (Yom Ha'atzmaut, jour de l'Indépendance), 1^{er} juin (Shavuot, fête des Semaines), 22-23 septembre (Rosh Hashana, Nouvel An juif), 1^{er} octobre (Yom Kippour, jour du Grand Pardon), 6-12 octobre (Sukkoth, fête des Tabernacles).

2007 : 2-8 avril (Pessah, Pâque - jours fériés les premier et dernier jours du festival), 22 avril (Yom Ha'atzmaut, jour de l'Indépendance), 22 mai (Shavuot, fête des Semaines), 12-13 septembre (Rosh Hashana, Nouvel An juif), 21 septembre (Yom Kippour, jour du Grand Pardon), 26 septembre-2 octobre (Sukkoth, fête des Tabernacles)^{iv}.

Chef de l'État

Président Moshe Katsav (depuis le 1^{er} août 2000).

Chef du gouvernement

Premier ministre Ehud Olmert (depuis le 4 mai 2006).

Forme de gouvernement

Israël est une république indépendante dotée d'un régime parlementaire multipartite. Le président, qui joue surtout un rôle cérémonial, est le chef d'État constitutionnel habituellement élu par le parlement (Knesset) pour un mandat de cinq ans, bien que le président actuel, Moshe Katsav, ait été élu pour sept ans. Le Conseil des ministres, dirigé par le premier ministre, détient le pouvoir exécutif, mais ne peut exercer ses fonctions qu'après avoir obtenu un vote de confiance de la Knesset. Les ministres sont habituellement, mais pas toujours, des membres de la Knesset.

Structure législative

La Knesset, parlement monocaméral d'Israël, comprend 120 sièges et ses membres sont élus au suffrage universel pour des mandats de quatre ans (sauf si la Knesset est dissoute), selon un système de représentation proportionnelle qui n'a jamais permis à un seul parti de remporter une majorité de sièges.

Divisions administratives

Israël est divisé en six régions administratives (*mehozot*), chacune dirigée par un commissaire nommé par le gouvernement central. Voici le nom des régions et leur

^{iv} Les festivals juifs commencent dans la soirée des jours indiqués; les fêtes musulmanes et chrétiennes sont observées par les Arabes qui appartiennent à ces communautés respectives.

population en décembre 2004 : Central (1 613 700), Haïfa (851 600), Jérusalem (831 900), Nord (1 166 800), Sud (985 100) et Tel-Aviv (1 176 600). À l'échelle locale, il y a 31 municipalités (dont deux sont arabes), 115 conseils locaux (dont 46 sont arabes et druzes) et 49 conseils régionaux (dont un est arabe) représentant 700 villages.

Systeme judiciaire

Du ministère de la Justice relèvent différents tribunaux israéliens distincts et indépendants. Parmi eux se trouvent la Cour suprême (qui tient lieu également de Haute Cour de justice), 5 cours de district, qui entendent les principales affaires civiles ou criminelles et 29 cours de magistrat (qui ont compétence dans les affaires civiles ou criminelles dont l'amende maximale ne dépasse pas un million de shekels ou la peine maximale, sept ans de prison, respectivement). Les juges sont choisis par un comité de neuf membres représentant les trois branches du gouvernement. La Cour suprême supervise les tribunaux autres que les tribunaux ordinaires, à savoir les tribunaux militaires, les tribunaux du travail et les tribunaux religieux.

Élections

Les 120 députés de la Knesset sont élus au suffrage direct, proportionnel et à bulletin secret à la suite d'élections générales, nationales et sans discrimination. À moins qu'une cour en décide autrement, tous les citoyens israéliens de 18 ans ou plus ont le droit de voter aux élections de la Knesset, et tout citoyen israélien de 21 ans ou plus peut être élu à la Knesset. Voici les résultats des plus récentes élections de la 17^e Knesset :

Kadima 29 sièges, Travailleuse-Meimad 19 sièges, Shass 12 sièges, Likoud 12 sièges, Israel Beytenu 11 sièges, Union nationale-Parti religieux national 9 sièges, Parti des retraités 7 sièges, Judaïsme uni de la Torah 6 sièges, Meretz 5 sièges, Liste arabe unie 4 sièges, Hadash 3 sièges, Balad 3 sièges.

Défense

Le service dans les Forces de défense d'Israël (FDI) est obligatoire pour les Juifs et les druzes, mais il est volontaire pour les chrétiens, les circassiens et les musulmans. Cependant, des reports d'incorporation peuvent être accordés dans certaines circonstances. Par exemple, la loi Tal dispense les juifs haredis^v du service militaire, s'ils font des études religieuses à temps plein. Le service obligatoire est de 36 mois pour les hommes et de 24 mois pour les femmes.

En août 2005, les effectifs des forces armées régulières étaient estimés à 168 300 personnes, dont 105 000 conscrits répartis ainsi :

Armée de terre :	125 000
Marine :	8 300
Armée de l'air :	35 000

^v Beaucoup d'érudits font la différence entre deux groupes de juifs orthodoxes : les orthodoxes modernes et les haredis (ultra-orthodoxes), ces derniers étant subdivisés en outre en hassidim, mitnagdim (opposants de l'hassidisme) et haredim orientaux/séfarades. Les juifs haredis rejettent certaines tendances modernes, ce qui peut se voir par exemple dans leur habillement distinctif.

En outre, Israël peut mobiliser rapidement l'effectif complet de ses 576 300 soldats, dont 408 000 réservistes. Israël compte également quelque 8 050 membres des forces paramilitaires.

Le budget de la défense en 2005 était de 34,3 milliards d'ILS (9,45 milliards de CAD)².

Médias

La presse israélienne est libre et la censure se limite généralement aux questions de sécurité. L'Associated Israel Press (*'Itonut Yisrael Me'uchedet* — ITIM) est la principale agence de presse nationale. L'Autorité de diffusion israélienne (*Reshut Hashidur Hayisra'elit*) est un service de radio et de télévision commercial, dirigé par l'État et qui diffuse des émissions en 16 langues. Le gouvernement possède et exploite les services de radio et de télévision, à l'exception de certaines stations de télévision par câble.

Tous les journaux israéliens appartiennent à des particuliers, mais sont subventionnés pour la plupart par des partis politiques ou des organisations religieuses ou bien ils reçoivent des fonds publics. Les principaux quotidiens comprennent (en ordre alphabétique) : *al-Itihad* (arabe), *al-Quds* (arabe), *Davar* (hébreu), *Globes* (hébreu), *Haaretz* (hébreu), *Hatzofeh* (hébreu), *The Jerusalem Post* (anglais), *Maariv* (hébreu), *Nasha Strana* (russe) et *Yedioth Ahronoth* (hébreu).

En 2003, il y avait en Israël environ 2,4 millions de postes de télévision, 1,6 million d'ordinateurs personnels et 2,0 millions d'utilisateurs d'Internet.

Indice du développement humain (IDH) des Nations Unies et rang du pays^{vi}

Valeur : 0,927/1 (2004).

Rang : 23^e sur 177 pays.

Indicateur des disparités entre les sexes dans le développement humain (IDSDH) des Nations Unies et rang du pays^{vii}

Valeur : 0,925/1 (2004).

Rang : 22^e sur 177 pays.

Population sous le seuil de la pauvreté

21 % (2005).

^{vi} L'IDH est une mesure composite du développement humain dans un pays, fondée sur l'espérance de vie, les niveaux d'alphabétisation et d'instruction de même que le niveau de vie. Les valeurs sont les suivantes : 0,800 et plus (développement humain élevé), 0,500-0,799 (développement humain moyen) et 0,500 et moins (indice de développement humain faible). Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction de leur valeur de l'IDH.

^{vii} L'IDSDH redresse le classement de l'IDH pour tenir compte des inégalités entre les hommes et les femmes.

Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International^{viii}

Note : 5,9/10 (2006).

Rang : 34^e sur 163 pays sondés (2006).

Baromètre mondial de la corruption (BMC) de Transparency International^{ix}

Partis politiques 4,2; parlement/pouvoir législatif 3,8; affaires/secteur privé 3,2; police 3,3; système judiciaire 2,8; médias 3,1; impôts 3,0; services médicaux 2,9; système éducatif 2,6; armée 2,2; services publics 3,1; services d'enregistrement et de délivrance d'autorisations 3,0; organisations non gouvernementales 3,2; corps religieux 3,6.

[Information compilée à partir de : *Boston Globe* 26 mars 2006, *BBC* 16 déc. 2006; *Canada* 28 déc. 2006; *ibid.* 27 déc. 2006; *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2308-2346; *The Globe and Mail* 28 mars 2006; Israël 1^{er} oct. 2006a; *ibid.* 1^{er} oct. 2006b; *ibid.* 1^{er} oct. 2006c; *ibid.* 1^{er} oct. 2006d; *ibid.* 1^{er} août 2005; *Political Handbook of the World 2007 (PHW 2007)* oct. 2006, 590-608; *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 321-330; Transparency International (TI) 7 déc. 2006; *ibid.* 2006; Nations Unies 2006; É.-U. 19 déc. 2006; *ibid.* 15 sept. 2006; *Worldmark Encyclopedia of Religious Practices 2006*, 462-468]

2. CONTEXTE POLITIQUE

Début de la deuxième Intifada (2000)

En juillet 2000, le premier ministre israélien, Ehud Barak, rencontre le chef palestinien, Yasser Arafat, et le président américain, Bill Clinton, à Camp David, au Maryland, pour le sommet de la dernière chance³. L'obstacle majeur réside dans les désaccords sur le statut définitif de Jérusalem, et notamment la souveraineté sur les lieux saints de la ville, comme le mont du Temple⁴. En septembre 2000, le chef du Likoud, Ariel Sharon, fait une visite controversée au mont du Temple, lieu sacré à la fois pour les juifs et les musulmans, ce qui pousse les Palestiniens à se révolter à l'occasion d'émeutes graves qui finissent par s'étendre à tout le territoire palestinien⁵. En octobre 2000, les négociations de paix échouent avec le début de la deuxième Intifada (soulèvement) et la riposte fortement motorisée de l'armée israélienne, et des combats qui, avant la fin de l'année, auront fait des centaines de morts et des milliers de blessés⁶.

Nouveau gouvernement (2001)

Le 6 février 2001, Ariel Sharon est élu premier ministre d'Israël, remplaçant ainsi Ehud Barak, qui démissionne rapidement comme chef du Parti travailliste d'Israël⁷. Après sa victoire électorale, Ariel Sharon annonce qu'il ne reprendra pas les négociations avec l'Autorité palestinienne (AP) et refuse de mettre fin au blocus en Cisjordanie et dans

^{viii} L'IPC de Transparency International repose sur des données d'enquête composites provenant de 16 enquêtes par sondage et de 10 institutions indépendantes. Les données reflètent les perceptions des gens d'affaires résidents et non résidents et des analystes du pays. Les notes varient de 0 (très corrompu) à 10 (très intègre). En fonction de leur note, les pays sont classés par ordre du pays le moins corrompu (1) au pays le plus corrompu (159).

^{ix} Le BMC de Transparency International est un sondage d'opinion utilisé pour évaluer la perception de la population au regard de la corruption dans leur propre État. La note va de 1 (non corrompu) à 5 (extrêmement corrompu).

la bande de Gaza⁸. L'escalade de la violence se poursuit pendant toute l'année 2001, des activistes palestiniens commettant de nombreux attentats suicides à la bombe, et Israël rétorquant par l'envoi de missiles et de tanks dans les territoires palestiniens⁹. Un membre du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) assassine le ministre israélien du Tourisme, Rechavam Ze'evi, soi-disant en représailles à l'assassinat récent du chef du FPLP¹⁰. En octobre 2001, Ariel Sharon rend Yasser Arafat personnellement responsable de l'assassinat de son ministre et coupe tous les contacts avec l'AP¹¹. En décembre 2001, assiégé dans son quartier général à Ramallah¹², Yasser Arafat demande aux groupes palestiniens de respecter le cessez-le-feu et accepte de faire preuve de souplesse sur la [traduction] « question des réfugiés » palestiniens¹³.

L'escalade des tensions (2002)

Les fréquents attentats perpétrés par des activistes palestiniens au début de 2002 donnent lieu à une réplique militaire massive de l'armée israélienne, qui prend le contrôle d'une grande partie de la Cisjordanie¹⁴. Cette riposte militaire n'ayant pas mis un terme aux attentats suicides à la bombe, Ariel Sharon ordonne la construction d'une [traduction] « clôture de sécurité » autour de la Cisjordanie et qualifie Yasser Arafat [traduction] « [d']ennemi »¹⁵. En mars 2002, un kamikaze du Hamas tue 30 Israéliens et en blesse 140 autres pendant les célébrations de la Pâque à Netanya; cet attentat est à l'origine de semaines de combats intenses entre les soldats israéliens et les Palestiniens dans le camp de réfugiés de Jenin en Cisjordanie, qui serait un camp d'activistes¹⁶. En mai, Yasser Arafat est libéré de son quartier général après que l'AP a livré quatre hommes accusés d'avoir assassiné le ministre Ze'evi¹⁷. Cependant, Israël accuse Yasser Arafat de donner refuge à 20 activistes palestiniens et en septembre 2002, commence la démolition de son quartier général à Ramallah¹⁸.

La feuille de route (2003)

Malgré une participation électorale relativement faible, les élections du 28 janvier 2003 en Israël confirment la popularité de Sharon et de son parti Likoud, qui se lie avec un parti laïc et trois partis de droite pour former un gouvernement de coalition¹⁹. L'élection, où il avait été question avant tout des problèmes de sécurité, semblait prouver que les Israéliens se méfiaient des plans de paix des travaillistes; mais Ariel Sharon déclare néanmoins qu'il est prêt à faire des [traduction] « concessions pénibles » aux Palestiniens²⁰. Peu après la nomination de Mahmud Abbas au poste de premier ministre de l'Autorité palestinienne au printemps de 2003, les États-Unis dévoilent leur feuille de route pour la paix en trois phases, qui préconise un État palestinien indépendant d'ici 2005²¹. Les trois phases comprennent l'arrêt des attentats par les activistes palestiniens, le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 2000 et le démantèlement des colonies érigées depuis 2001; des pourparlers de paix entre Israël, le Liban et la Syrie sur les frontières du nouvel État palestinien; et enfin, une entente sur le statut de Jérusalem et sur les réfugiés palestiniens²². Malgré quelques objections initiales, le conseil des ministres israélien approuve le plan et Ariel Sharon reconnaît pour la première fois qu'Israël occupe des territoires palestiniens²³. La reprise de la violence à l'été 2003, c'est-à-dire notamment une recrudescence des attentats suicides palestiniens et des tentatives d'assassinat par Israël contre certaines personnes, menace ces premiers pas vers la paix, mais le gouvernement israélien démantèle plusieurs colonies, relâche des centaines de

prisonniers palestiniens et [traduction] « commence à retirer ses troupes » de Cisjordanie²⁴. Israël continue quand même à ériger sa clôture, invoquant des préoccupations au sujet de la sécurité, malgré les pressions de la communauté internationale qui prétend que le mur est une excuse pour annexer des territoires²⁵. Les attaques et les contre-attaques entre les troupes israéliennes et les activistes palestiniens se poursuivent pendant toute l'année, faisant un nombre encore plus élevé de victimes civiles²⁶. À la suite de ces violences, Sharon annonce qu'à moins que l'AP puisse maîtriser les groupes d'activistes, Israël va intensifier ses efforts pour se désengager, entre autres [traduction] « accélérer la construction de la "clôture de sécurité" en Cisjordanie »²⁷.

Nouvelles orientations (2004)

En février 2004, Ariel Sharon annonce qu'il prévoit de démanteler toutes les colonies juives dans la bande de Gaza, abritant quelque 7 500 Israéliens²⁸. Cette mesure est bien accueillie par les dirigeants palestiniens au début, mais l'atmosphère change après l'assassinat par Israël, en mars 2004, du cheikh Ahmed Yassin, fondateur et chef spirituel du Hamas, qui revendiquait la responsabilité de deux attentats suicides à la bombe ayant tué 10 Israéliens à Ashdod, le 14 mars 2004²⁹. Le remplaçant du cheik Yassin, Abd al-Aziz ar-Rantisi, a assuré sa charge peu de temps, puisqu'il a été tué par une roquette israélienne le 17 avril 2004³⁰. En Israël, Ariel Sharon ayant perdu sa majorité à la Knesset voit l'opposition à son plan de désengagement s'affermir, y compris à l'intérieur de son parti, le Likoud³¹. En juillet 2004, la Cour internationale de justice (CIJ) demande à Israël d'enlever des sections de la clôture de sécurité en Cisjordanie parce qu'elle a des répercussions négatives sur la vie de milliers de civils palestiniens, mais Ariel Sharon refuse³². En octobre 2004, la Knesset approuve le plan d'Ariel Sharon de fermer la totalité des 21 colonies juives dans la bande de Gaza et plusieurs autres en Cisjordanie³³. Aussi en octobre 2004, Israël entreprend une opération militaire d'une durée de deux semaines à Gaza, qui se solde par la mort de 135 Palestiniens et la destruction de 95 maisons, ripostant ainsi à une attaque du Hamas à la roquette ayant tué deux enfants israéliens à Sderot³⁴. Après le décès de Yasser Arafat en novembre 2004, Mahmoud Abbas prend la direction de l'AP³⁵. En décembre 2004, les travaillistes acceptent de former une coalition avec le Likoud, qui voyait son soutien à la Knesset fondre rapidement³⁶.

Sharm-el-Sheikh et le désengagement (2005)

En février 2005, Ariel Sharon, Mahmoud Abbas, le président égyptien Moubarak et le roi Abdullah de Jordanie convoquent un sommet à Sharm-el-Sheikh, où Ariel Sharon et Mahmoud Abbas se serrent la main et conviennent de mettre un terme aux hostilités entre leurs deux peuples; en outre, Israël annonce qu'il va relâcher quelque 900 prisonniers palestiniens en plusieurs étapes³⁷. Malgré plusieurs obstacles bilatéraux à la reprise des pourparlers de paix, à la mi-mars, 13 groupes armés palestiniens, dont le Hamas et le Jihad islamique, annoncent un cessez-le-feu jusqu'à la fin de 2005, et au début de juin 2005, Israël avait relâché quelque 900 prisonniers palestiniens³⁸. En juin et juillet 2005, la violence éclate entre le Jihad islamique et le Hamas d'un côté, qui lancent plusieurs attaques contre des cibles israéliennes, et les forces israéliennes de l'autre côté, qui reprennent leurs tentatives d'assassinats contre des cibles choisies et les arrestations

massives, et bouclent les territoires palestiniens³⁹. À la fin de juillet cependant, le cessez-le-feu est réinstauré⁴⁰. Le 12 septembre 2005, le retrait de la bande de Gaza se termine avec succès et les derniers soldats israéliens quittent le territoire⁴¹. Mais peu après le retrait, le Hamas lance plusieurs attaques à la roquette contre Israël à partir de la bande de Gaza, et Israël riposte par des raids aériens; la situation en matière de sécurité et les relations entre Israël et l'AP se dégradent par la suite⁴². Le 21 novembre 2005, Ariel Sharon annonce la création d'un nouveau parti, Kadima (En avant), expliquant que l'opposition politique continue au sein du Likoud bloque les progrès de la feuille de route pour la paix avec les Palestiniens⁴³. Un député de la Knesset membre du Parti travailliste se joint à quatorze députés du Likoud pour former le nouveau parti⁴⁴. Comme une majorité de députés à la Knesset s'opposent maintenant au gouvernement, le Parlement est dissous le 8 décembre 2005 et de nouvelles élections sont prévues pour le 28 mars 2006⁴⁵.

Changements de leadership (début 2006)

Le 4 janvier 2006, Ariel Sharon est victime d'un grave accident vasculaire cérébral et est emmené d'urgence à l'hôpital, où les médecins annoncent que son rétablissement est peu probable⁴⁶. Le 4 janvier 2007, Ariel Sharon est toujours dans le coma et les possibilités qu'il se remette ne se sont pas améliorées⁴⁷. Ariel Sharon invalide, Ehud Olmert est immédiatement nommé premier ministre intérimaire⁴⁸. À la mi-janvier 2006, le Hamas remporte la majorité aux élections législatives palestiniennes; Ehud Olmert déclare qu'il ne traitera pas avec une organisation qui réclame la destruction d'Israël, même s'il laisse entendre plus tard que la séparation unilatérale d'Israël d'avec le territoire palestinien ne sera entreprise que dans un délai de quatre ans, au cas où un plan de paix avec le Hamas appuyé par la communauté internationale échoue⁴⁹. Bien qu'Israël prenne plusieurs mesures pour affaiblir le gouvernement dirigé par le Hamas, le Hamas répète qu'il ne reconnaîtra jamais le droit d'Israël à exister, mais il promet de renouveler le cessez-le-feu d'une durée d'un an, tant qu'Israël fait de même⁵⁰. Le parti Kadima, dirigé par Ehud Olmert, remporte les élections à la Knesset le 28 mars 2006⁵¹. Ehud Olmert est en mesure de former un gouvernement majoritaire au début de mai 2006, quand les membres du Parti travailliste-Meimad, du Shass et du Parti des retraités à la Knesset le rejoignent⁵².

La guerre au Liban (milieu de 2006)

En juin 2006, des activistes palestiniens enlèvent un soldat israélien, poussant Israël à faire sa première incursion dans la bande de Gaza depuis son retrait une année auparavant⁵³. Au cours du même mois, le Hezbollah enlève deux soldats israéliens au cours d'un raid transfrontalier à partir du Liban⁵⁴. Israël riposte par des raids aériens sur le Sud du Liban contrôlé par le Hezbollah ainsi que sur Beyrouth et d'autres villes, visant des infrastructures civiles comme des ponts, des centrales électriques et l'aéroport de Beyrouth⁵⁵. Entre-temps, le Hezbollah lance quatre mille roquettes sur Israël⁵⁶. Le 14 août 2006, un cessez-le-feu entre en vigueur, et les troupes israéliennes commencent à quitter le Sud du Liban⁵⁷. En cinq semaines de combats, quelque 1 109 civils libanais sont tués, 3 697, blessés et 915 762, déplacés⁵⁸. Du côté israélien, quelque 116 soldats et 43 civils sont tués, 2 675, blessés et environ 500 000, déplacés⁵⁹.

Fin de 2006

En novembre 2006, Israël riposte à des attaques à la roquette provenant de Gaza en bombardant la ville de Beit Hanoun, située dans cette région, tuant des dizaines d'activistes et de civils⁶⁰. Un cessez-le-feu signé le 26 novembre 2006 entre Israël et les activistes palestiniens à Gaza n'a pas vraiment joué son rôle, puisque les attaques à la roquette et les représailles israéliennes se sont poursuivies⁶¹. En décembre 2006, les violences entre factions à Gaza, entre le Fatah et les militants du Hamas, menacent de déboucher sur une guerre civile⁶².

B'tselem, le Centre d'information israélien sur les droits de la personne dans les Territoires occupés (Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories), a publié les données suivantes sur le nombre de morts entre le début de l'Intifada Al-Aqsa en septembre 2000 et la fin de 2006 :

Nombre de morts à l'intérieur d'Israël

553 Israéliens (466 civils, dont 80 mineurs, en plus de 87 membres du personnel militaire) et 61 Palestiniens (dont deux mineurs)⁶³.

Nombre de morts dans les Territoires occupés

3 985 Palestiniens (dont 809 mineurs) et 464 Israéliens (235 civils, dont 39 mineurs, en plus de 229 membres du personnel militaire)⁶⁴.

3. PARTIS POLITIQUES

Partis au gouvernement et appuyant le gouvernement

Kadima (En avant) : Tour à tour considéré comme centriste⁶⁵ et libéral⁶⁶, Kadima a été créé en novembre 2005 par Ariel Sharon comme faction dissidente du Likoud⁶⁷. Kadima veut poursuivre la feuille de route pour la paix avec les Palestiniens, réclamant le retrait unilatéral du territoire palestinien si nécessaire, et veut s'attaquer aux problèmes socioéconomiques en Israël⁶⁸. Kadima a remporté le plus grand nombre de sièges (29 sur 120) aux élections de mars 2006⁶⁹. Les principaux membres de Kadima sont Tzipi Livni (vice-première ministre), Shimon Peres (vice-premier ministre) et Dalia Itzik (présidente du Parlement)⁷⁰. Le chef de Kadima est Ehud Olmert, premier ministre d'Israël⁷¹.

Parti travailliste d'Israël (*Mifletet Ha'avoda Ha'yisra'elit* — ILP) : Parti socio-démocrate sioniste, le Parti travailliste a été créé en 1968⁷². En novembre 2005, le dirigeant syndical gauchisant, Amir Peretz, remplace Shimon Peres à la tête du Parti travailliste, jurant de mettre en valeur les racines nationales socialistes du parti⁷³. Aux élections générales de 2006 en Israël, le Parti travailliste arrive au deuxième rang pour le nombre de sièges (19 sur 120)⁷⁴. Amir Peretz occupe actuellement la présidence du parti et Eitan Cabel est le secrétaire général⁷⁵.

Meimad (Dimension) : Parti démocrate juif modéré⁷⁶, le Meimad a été fondé en 1988 par d'anciens membres du Parti religieux national (National Religious Party — NRP) qui considéraient leur parti comme trop à droite⁷⁷. Meimad, parti sioniste orthodoxe qui appuie le processus de paix, a formé une coalition avec le Parti travailliste pour les

élections de mars 2006⁷⁸. Les chefs de Meimad sont les rabbins Michael Melchior et Yehuda Amital⁷⁹.

Shass (*Shomrei Torah Sephardiim, Gardiens de la Torah séfarades*) : Fondé en 1984 comme ramification d'Agudat Yisrael, Shass est un parti séfarade haredi (ultra-orthodoxe)⁸⁰. Il a remporté 12 sièges sur 120 aux élections de mars 2006 et il s'est joint au gouvernement de coalition dirigé par Kadima deux mois plus tard⁸¹. Le rabbin Ovadia Yosef est le chef spirituel de Shass et Eliyahu Yishai est le président du parti ainsi que le vice-premier ministre d'Israël⁸².

Parti des retraités (*Gimla'ey Yisrael LaKneset — GIL*) : Petit parti axé sur les affaires intérieures, le Parti des retraités défend les droits des retraités, notamment à de meilleures conditions de logement et une hausse du budget pour l'assurance-santé⁸³. Le parti a remporté 7 sièges et 6 % des voix aux élections de mars 2006, à la surprise de beaucoup d'experts, et il s'est joint à la coalition du gouvernement dirigé par Kadima en mai 2006⁸⁴. Le chef du Parti des retraités est Rafael Eitan qui est également le ministre des Affaires des retraités⁸⁵.

Partis de l'opposition

Likoud (*Likud-Liberalim Leumi, Parti libéral de l'unité nationale*) : Fondé en septembre 1973 comme parti pour l'avancement de l'idéal sioniste⁸⁶, le Likoud cherche à conserver le territoire palestinien tel qu'il était dessiné après 1922, à intégrer les immigrants et à promouvoir la liberté, la justice, le développement économique et l'amélioration de l'environnement⁸⁷. En décembre 2005, Benjamin Netanyahu devient le chef du Likoud, en remplacement d'Ariel Sharon qui crée son propre parti, Kadima⁸⁸. Le Likoud est opposé au retrait d'Israël de la bande de Gaza⁸⁹. Le Likoud perd 26 sièges aux élections de mars 2006 à la Knesset pour ne remporter que 12 sièges sur 120; ces mauvais résultats sont attribués à la création de Kadima qui a poussé le Likoud à la droite de l'échiquier politique et à l'impopularité des politiques économiques néolibérales de Benjamin Netanyahu⁹⁰. Les chefs du Likoud sont Moshe Katsav (président de l'État d'Israël) et Benjamin Netanyahu (président du parti)⁹¹.

Parti religieux national (PRN) (*Mifletet Datit Leumit — Mafdal*) : Parti religieux sioniste, le PRN a été créé en 1956 par la fusion de deux partis, *Mizrahi* et *Travailleurs Mizrahi*⁹². Le PRN, qui a plus de 120 000 membres⁹³, est considéré comme le porte-parole des colons juifs dans le territoire palestinien⁹⁴ et s'oppose aux concessions territoriales en Cisjordanie, réclamant un Grand Israël gouverné selon la loi juive⁹⁵. Aux élections de mars 2006 en Israël, le PRN a fait campagne avec l'Union nationale et remporté un total conjoint de 9 sièges sur 120⁹⁶. Le PRN est dirigé par Zevulun Orlev (président), Effi Eitam et Shalom Jerbi (secrétaire général)⁹⁷.

Union nationale (*Halchud HaLeumi*) : L'Union nationale, parti de droite, a été créé en 1999 par la fusion de trois partis : Moledet, Tequma et New Herut⁹⁸. Mais aujourd'hui le parti comprend Moledet, Tekuma et le Nouveau parti sioniste national religieux (voir plus bas)⁹⁹. Comme le PRN, l'Union nationale lutte pour un Grand Israël non divisé dirigé selon les préceptes religieux juifs¹⁰⁰. En février 2005, deux députés du PRN sont

devenus membres de l'Union nationale parce qu'ils considéraient que le PRN ne s'opposait pas avec assez de force au retrait de la bande de Gaza¹⁰¹. À la tête d'une coalition avec le PRN, l'Union nationale a remporté 9 sièges sur 120 aux élections législatives de mars 2006¹⁰². L'Union nationale est dirigée par le rabbin Binyamin (Benny) Elon¹⁰³.

Moledet (Mère patrie) : Fondé en 1988 par Rechavam Ze'evi, Moledet est un parti laïc [traduction] « ultra-sioniste » qui revendique l'annexion de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et du plateau du Golan¹⁰⁴ ainsi que l'expulsion de leurs habitants arabes¹⁰⁵. Moledet est dirigé par Benny Elon¹⁰⁶.

Tekuma (Renaissance) : En 1998, des chefs spirituels et des militants parmi les colons juifs ont fondé Tekuma, dirigé par le rabbin Menahem Felibus, Uri Ariel, Benny Katzover et Zvi Hendel¹⁰⁷.

Nouveau parti sioniste national religieux : Parti sioniste religieux de droite qui s'est séparé du PRN avant les élections de 2006 à la Knesset et qui est dirigé par Ephraïm Eitam et Yitzhak Levi¹⁰⁸.

Judaïsme uni de la Torah (Yahadut Hatorah — JUT) : Créé en 1992, le JUT représente un électorat haredi (ultra-orthodoxe) ashkénaze et préconise un gouvernement dirigé d'après les préceptes religieux juifs¹⁰⁹. Coalition formée d'Agudat Israel et de Degel Hatorah (décrit plus bas), le JUT a remporté 6 des 120 sièges aux élections israéliennes de 2006¹¹⁰. La coalition est dirigée par Meir Porush (Agudat Israel) et le rabbin Avraham Ravitz (Degel Hatorah)¹¹¹.

Agudat Israel (Union d'Israël) : Fondé en 1912, Agudat Israel est un parti surtout ashkénaze hassidique qui propose un État religieux juif¹¹². À l'origine antisioniste, le parti a remporté 4 des 6 sièges obtenus par le JUT aux élections nationales israéliennes de mars 2006¹¹³. Agudat Israel est dirigé par Meir Porush et Ya'acov Litzman¹¹⁴.

Degel Hatorah (Drapeau de la Torah) : Créé en 1988 comme faction dissidente non sioniste de l'Agudat Israel¹¹⁵, Degel Hatorah représente les Juifs haredis lithuaniens¹¹⁶ et a remporté 2 des 6 sièges obtenus par le JUT aux élections de mars 2006¹¹⁷. Degel Hatorah est dirigé par Avraham Ravitz et Moshi Gafni¹¹⁸.

Israel Beytenu (Israël notre maison) : Israel Beytenu a été fondé en 1999 pour représenter les immigrants de l'ex-Union soviétique¹¹⁹ et est considéré comme un parti de droite¹²⁰. Fort de 18 000 membres, le parti préconise un échange de territoire avec les Palestiniens et le transfert des Israéliens arabes dans des régions sous contrôle palestinien¹²¹. Israel Beytenu, qui a remporté 11 des 120 sièges aux élections de mars 2006 après avoir quitté l'Union nationale pour faire campagne de façon indépendante, est dirigé par Avigdor Lieberman et Iouri Stern¹²².

Israël B'Aliya (Mouvement pour Israël et l'immigration) : Fondé en 1992 avec le but d'améliorer la situation économique des immigrants de l'ex-Union soviétique, Israël B'Aliya a fusionné avec le Likoud avant les élections de 2006 et son ancien chef, Natan Sharansky, est maintenant un représentant du Likoud à la Knesset¹²³.

Meretz-Yahad (Vitalité ensemble, Parti social démocrate d'Israël) : Formé en 2003 à la suite d'une fusion entre les partis Meretz et Shavar, Meretz-Yahad est un parti socio-démocrate juif-arabe, qui défend les droits civils, le bien-être, la laïcité, l'autodétermination palestinienne dans les frontières d'avant 1967 et la division de Jérusalem (mais sans retour des réfugiés palestiniens)¹²⁴. Le parti s'est opposé au plan de retrait de Gaza d'Ariel Sharon, préférant les négociations avec les Palestiniens¹²⁵. Aux élections israéliennes de mars 2006, Meretz-Yahad a remporté 5 sièges sur 120¹²⁶. Meretz-Yahad est dirigé par Yossi Beilin (président) et Michal Shohat (secrétaire général)¹²⁷.

Liste arabe unie (*Reshima Aravit Me'uchedet* — LAU) : En 1996, les partis arabes de gauche s'unissent pour former la LAU, qui revendique la création d'un État palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale et l'égalité de tous les citoyens israéliens¹²⁸. Aux élections à la Knesset en 2006, la LAU a fait campagne avec le Mouvement arabe pour le renouveau dirigé par Ahmed Tibi et ensemble, ils ont remporté 4 sièges sur 120¹²⁹. Le chef de la LAU est Ibrahim Sarsur¹³⁰.

Hadash (*Hachazit Hademokratit Leshalom Uleshivyon*, Front démocratique pour la paix et l'égalité) : Hadash a été fondé en 1977 par la fusion du Nouveau parti communiste d'Israël (Rakah) avec d'autres groupes de gauche¹³¹. La composition mixte juive-arabe de ce parti appuie la création d'un État socialiste, le retrait d'Israël du territoire palestinien et appuie les droits des travailleurs, des Arabes israéliens et des Juifs orientaux¹³². Hadash a remporté 3 sièges sur 120 aux élections de la Knesset en 2006¹³³. Le parti est dirigé par Muhammad Bareka et Awdah Bisharat (secrétaire général)¹³⁴.

Balad (*al-Tahammu al-Watani al-Dimuqrati*, Alliance démocratique nationale) : Balad, dont le nom signifie [traduction] « mère patrie » en arabe a été créé en 1996¹³⁵. Le parti fait campagne contre ce qu'il considère comme de la discrimination du gouvernement à l'égard des Arabes israéliens¹³⁶. En février 2002, Azmi Bishara, le chef du parti, a été traduit en justice pour [traduction] « incitation à la violence » au sujet d'un discours qu'il aurait prononcé en Syrie en soutien à la résistance palestinienne¹³⁷. Cependant, Balad a été autorisé à faire campagne pendant les élections et il a remporté 3 sièges sur 120 aux élections de la Knesset en 2006¹³⁸. Azmi Bishara demeure le chef de Balad¹³⁹.

Autres partis¹⁴⁰

Bloc des fidèles (*Gush Emunim*), Pont (*Gesher*), Parti du centre, Changement (*Shinui*), Mouvement pour les droits civils et la paix (*Ratz*), Parti communiste d'Israël (*Miflagah Kommonistit Yisraelit* — *Maki*), Conseil pour la paix et la sécurité, Carrefours (*Tzomet*), Parti démocratique arabe (PDA), Un Israël différent (*Yisrael Acheret*), Liberté (*Herut*), Parti de la feuille verte (*Aleh Yarok*), Mouvement islamique d'Israël, Amour pour Israël

(*Ahavat Yisrael*), Front national juif, Une nation (*Am Ehad*), Poale Agudat Israel, Liste progressive pour la paix (LPP), Troisième voie (*Derech Hashlishi*).

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

Le gouvernement du Canada confirme que, en date du 9 novembre 2006¹⁴¹, les groupes suivants exerçant leurs activités en Israël sont associés au terrorisme¹⁴² :

Organisation Abou Nidal (OAN) : Aussi connue sous le nom de Conseil révolutionnaire Fatah, l'OAN a été fondée par Sabri al-Banna (Abou Nidal) qui serait mort en 2002¹⁴³. L'OAN cherche la destruction d'Israël et son remplacement par un État palestinien souverain¹⁴⁴. Certains experts croient que ce groupe est inactif et qu'il ne constitue plus une menace majeure, alors que d'autres croient qu'il continue d'exercer ses activités dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban et dans sa base présumée en Iraq¹⁴⁵.

Brigade des martyrs d'Al-Aqsa : Créée en 2000, la Brigade des martyrs d'Al-Aqsa est une organisation nationaliste laïque qui cherche à expulser les Israéliens de la Cisjordanie et de Jérusalem afin de créer un État-nation palestinien¹⁴⁶. La Brigade des martyrs d'Al-Aqsa commet des attentats suicides et des attaques armées contre des soldats et des civils israéliens à la fois dans le territoire palestinien et en Israël¹⁴⁷. Le 10 décembre 2006, la Brigade a tué environ 18 personnes et en a blessé 31 autres¹⁴⁸. Alaa al-Hams et Marwan Barghouti seraient les chefs de ce groupe¹⁴⁹.

Hamas (*Harakat Al-Muqawama Al-Islamiya*, Mouvement de résistance islamique) : Le Hamas (Zèle), organisation sunnite radicale¹⁵⁰ devenue la branche politique des Frères musulmans en 1987, compte plus de 1 000 membres¹⁵¹. Le Hamas a enregistré une victoire éclatante aux élections législatives de janvier 2006 en remportant 76 des 132 sièges mis en jeu¹⁵². Selon le Hamas, l'ensemble des territoires israélien et palestinien doit être repris par la violence grâce au *jihad* et transformé en un État islamique¹⁵³. Se considérant en guerre avec Israël et avec le peuple juif¹⁵⁴, le Hamas recourt fréquemment à des attentats suicides et à des attaques à la roquette pour atteindre ses objectifs¹⁵⁵, déclarant que [traduction] « le but de chaque opération est de tuer des Juifs »¹⁵⁶. En date du 10 décembre 2006, le Hamas aurait tué plus de 600 personnes et en aurait blessé près de 3 000¹⁵⁷. Le Hamas est dirigé par Ismail Haniyeh, Mahmud al-Zahar, Hassan Yousef, Mohammed Abu Tir, Jamila Shanti et Mohammed Deif dans le territoire palestinien et par Khalid Meshal et Mousa Abu Marzook en Syrie¹⁵⁸.

Hezbollah (Parti de Dieu) : Fondé en 1982 et installé au Liban, le Hezbollah regroupe des factions chiites radicales¹⁵⁹. Ses 1 000 membres reconnus et ses réservistes, jusqu'à 10 000, veulent détruire Israël et instaurer une théocratie chiite radicale au Liban¹⁶⁰. À l'été 2006, le Hezbollah a lancé tous les jours pendant un mois des centaines de roquettes dans le Nord d'Israël¹⁶¹. En date du 10 décembre 2006, les attaques perpétrées par le Hezbollah à la fois à l'échelle internationale et au Moyen-Orient auraient tué plus de 800 personnes et en auraient blessé plus de 1 500 autres¹⁶². Hassan Nasrallah est le chef politique du Hezbollah, le cheik Mohammed Hussein Fadlallah en est le chef spirituel et

Imad Favez Mugniyah serait le chef des [traduction] « opérations terroristes internationales » du Hezbollah¹⁶³.

Kach (Ainsi) / Kahane Chai (Kahane vit) : Kach et Kahane Chai sont deux groupes composés d'extrémistes juifs, anti-arabes de droite qui exercent leurs activités en Israël et en Cisjordanie¹⁶⁴. Fondé en 1971 par le défunt rabbin Meir Kahane¹⁶⁵, Kach (Ainsi) est un parti nationaliste religieux qui cherche à expulser tous les Arabes d'Israël et du territoire palestinien et à remplacer la démocratie israélienne par une théocratie juive¹⁶⁶. Kahane Chai (Kahane vit) a été fondé par le rabbin Binyamin Zeev Kahane, peu après l'assassinat de son père en 1990¹⁶⁷. Ce parti souhaite également l'expulsion des Arabes d'Israël, l'annexion du territoire palestinien et la création d'un État de la Torah¹⁶⁸. En date du 10 décembre 2006, Kach et Kahane Chai s'étaient rendus responsables de la mort de 42 personnes et des blessures de 256 autres environ¹⁶⁹. Le 25 février 1994, un disciple de Kahane a tué 29 fidèles musulmans dans une mosquée de Hebron¹⁷⁰. Les déclarations faites à la fois par Kach et Kahane Chai pour légitimer la tuerie ont amené le gouvernement israélien à bannir ces groupes¹⁷¹. Cependant, la participation de ces groupes aux attaques dirigées contre les Arabes depuis le début de l'Intifada d'Al-Aqsa reste difficile à évaluer¹⁷². Kach et Kahane Chai, avec plusieurs dizaines de membres reconnus et quelques centaines de partisans, continuent d'exercer leurs activités en Israël et en Cisjordanie, surtout dans les colonies de Kiryat Arba et de Tapuach¹⁷³. En décembre 2000, Binyamin Kahane a lui-même été abattu par un assassin en voiture et on ignore qui est le chef actuel du groupe¹⁷⁴, même si Itamir Ben-Gvir est un porte-parole reconnu de Kahane Chai¹⁷⁵.

Jihad islamique palestinien (*Harakat al-Jihad al-Islami Fi Filastin* — JIP) : Le JIP est un mouvement sunnite comptant moins de 1 000 membres qui a été créé à la fin des années 1970 et qui, comme le Hamas, veut détruire Israël afin d'accélérer la création d'un empire panislamique¹⁷⁶. Cependant, le JIP est beaucoup plus petit que le Hamas et se contente d'exercer des violences, prenant pour cibles des Israéliens dans des autobus de ville, des centres commerciaux et des cafés¹⁷⁷. En date du 10 décembre 2006, les attaques perpétrées par le JIP avaient entraîné la mort de 200 personnes et en avaient blessé 1 000 autres¹⁷⁸. Le secrétaire général du JIP est Ramadan Abdullah Shallah, qui se trouve à Damas¹⁷⁹.

Front de libération de la Palestine (*Jabhat al-Tahrir al-Filistiniyyah* — FLP) : Le FLP, aussi connu sous le nom de Faction Abou Abbas, est un petit groupe nationaliste de gauche lié à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui cherche à détruire Israël et à faire de Jérusalem la capitale d'un nouvel État palestinien¹⁸⁰. Il a été fondé en 1959 et la dernière attaque connue du FLP remonte à 1990¹⁸¹, bien que le groupe ait été soupçonné d'exercer des activités après 1993, car il aurait remis des fonds irakiens aux familles de kamikazes palestiniens¹⁸². Abou Abbas (alias Muhammad Zaidan), le chef du groupe, serait mort en 2004¹⁸³.

Front populaire de libération de la Palestine (*al-Jabha ash-Sha'abiya li-Tahrir Falastin* — FPLP) : Fondé en 1967 en tant que mouvement nationaliste laïc, le FPLP compte 800 membres qui veulent l'élimination d'Israël et la création d'États léninistes-

marxistes dans tout le Moyen-Orient¹⁸⁴. De plus en plus marginalisé depuis l'effondrement de l'Union soviétique¹⁸⁵, le FPLP a néanmoins été actif au cours de l'actuelle Intifada, organisant des attentats suicides contre des civils israéliens¹⁸⁶ et revendiquant l'assassinat en 2001 du ministre israélien du Tourisme¹⁸⁷. En date du 10 décembre 2006, près de 200 morts et plus de 700 blessés étaient attribués aux activités du FPLP¹⁸⁸. En octobre 2005, le chef du FPLP était Ahmed Jibril¹⁸⁹.

Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (*Al-Jibha Sha'biya lil-Tahrir Filistin-al-Qadiya al-Ama* — FPLP-CG) : Le FPLP-CG a été fondé en 1968 par Ahmed Jibril en tant que groupe militant marxiste pro-syrien issu du FPLP : organiser des attaques l'intéressait plus que la politique¹⁹⁰. Avec moins de 300 membres¹⁹¹, le FPLP-CG prône la destruction d'Israël et la création d'un État palestinien¹⁹². Pendant l'actuelle Intifada, le groupe a revendiqué des attaques ayant blessé deux colons juifs en Cisjordanie, dont un jeune garçon¹⁹³. On estime que les activités du FPLP-CG auraient entraîné la mort d'environ 163 personnes et entraîné des blessures chez 43 autres au 10 décembre 2006¹⁹⁴. Le groupe, établi en Syrie et au Liban, s'est fait remarquer par la nature peu courante de ses attaques transfrontalières contre Israël, à l'aide de deltaplanes motorisés et de montgolfières¹⁹⁵.

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

En janvier 2007, il semblait que le gouvernement de coalition dirigé par le premier ministre Ehud Olmert survivrait au moins jusqu'à la publication du rapport d'enquête officiel sur la guerre de 2006 entre Israël et le Hezbollah; cependant, il semblait aussi possible que le gouvernement d'Olmert s'effondre avant les prochaines élections israéliennes prévues pour 2010¹⁹⁶. Aucune avancée en vue d'un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens n'était encore en vue¹⁹⁷.

¹ Canada 27 déc. 2006.

² *Ibid.* 28 déc. 2006.

³ *Political Handbook of the World 2007 (PHW 2007)* oct. 2006, 598.

⁴ *Ibid.*

⁵ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2315.

⁶ *PHW 2007* oct. 2006, 598.

⁷ *Ibid.*, 593.

⁸ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2316.

⁹ *PHW 2007* oct. 2006, 598.

¹⁰ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2317.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

¹³ *PHW 2007* oct. 2006, 598.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2318.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *PHW 2007* oct. 2006, 598.

²¹ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2319.

²² *Ibid.*

-
- 23 *Ibid.*
24 *Ibid.*
25 *Ibid.*
26 *Ibid.*
27 *Ibid.*
28 *Ibid.*, 2320.
29 *Ibid.*
30 *Ibid.*
31 *Ibid.*
32 *Ibid.*
33 *PHW 2007* oct. 2006, 598.
34 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2320.
35 *Ibid.*, 2321.
36 *Ibid.*, 2320.
37 *Ibid.*, 2321.
38 *Ibid.*
39 *Ibid.*
40 *Ibid.*
41 *Ibid.*
42 *Ibid.*
43 *Ibid.*, 2322.
44 *Ibid.*
45 *Ibid.*
46 *Ibid.*
47 *BBC* 4 janv. 2007.
48 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2322.
49 *Ibid.*, 2322-2323.
50 *Ibid.*, 2323.
51 *Ibid.*
52 *Ibid.*
53 *PHW 2007* oct. 2006, 599.
54 *Ibid.*
55 *Ibid.*
56 *Ibid.*, 590.
57 *Ibid.*
58 *BBC* 31 août 2006.
59 *Ibid.*
60 *The Economist* 9 nov. 2006.
61 *Ibid.*, 28 nov. 2006.
62 *Ibid.*, 19 déc. 2006.
63 *B'Tselem* 27 déc. 2006
64 *Ibid.*
65 *PHW 2007* oct. 2006, 599.
66 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2334.
67 *Ibid.*, 2322
68 *Ibid.*
69 *PHW 2007* oct. 2006, 599.
70 *Ibid.*
71 *Ibid.*
72 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2334.
73 *PHW 2007* oct. 2006, 600.
74 *Ibid.*
75 *Ibid.*
76 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2334.
77 *PHW 2007* oct. 2006, 600.

-
- 78 *Ibid.*
79 *Ibid.*
80 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2335.
81 *PHW 2007* oct. 2006, 600.
82 *Ibid.*
83 *Ibid.*
84 *Ibid.*
85 *Ibid.*
86 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2334.
87 *Ibid.*
88 *PHW 2007* oct. 2006, 601.
89 *Ibid.*, 599.
90 *Ibid.*, 601.
91 *Ibid.*
92 *Ibid.*
93 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2335.
94 *PHW 2007* oct. 2006, 601.
95 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2335.
96 *PHW 2007* oct. 2006, 601.
97 *Ibid.*
98 *Ibid.*
99 *Ibid.*
100 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2335.
101 *PHW 2007* oct. 2006, 601.
102 *Ibid.*
103 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2335.
104 *PHW 2007* oct. 2006, 601.
105 *Ibid.*
106 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2335.
107 *PHW 2007* oct. 2006, 601.
108 *Ibid.*
109 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2335.
110 *PHW 2007* oct. 2006, 601.
111 *Ibid.*, 602.
112 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2334.
113 *PHW 2007* oct. 2006, 602.
114 *Ibid.*
115 *Ibid.*
116 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2334.
117 *PHW 2007* oct. 2006, 602.
118 *Ibid.*
119 *Ibid.*
120 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2334.
121 *Ibid.*
122 *Ibid.*
123 *PHW 2007* oct. 2006, 602.
124 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2335.
125 *PHW 2007* oct. 2006, 602.
126 *Ibid.*
127 *Ibid.*
128 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2335.
129 *PHW 2007* oct. 2006, 602.
130 *Ibid.*
131 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2334.
132 *Ibid.*

-
- ¹³³ *PHW 2007* oct. 2006, 602.
- ¹³⁴ *Ibid.*
- ¹³⁵ *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 322.
- ¹³⁶ *PHW 2007* oct. 2006, 602.
- ¹³⁷ *Ibid.*, 603.
- ¹³⁸ *Ibid.*
- ¹³⁹ *Ibid.*
- ¹⁴⁰ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2334-2335; *PHW 2007* oct. 2006, 603; *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 329-330.
- ¹⁴¹ Canada 9 nov. 2006.
- ¹⁴² *Ibid.* s.d.
- ¹⁴³ CFR oct. 2005.
- ¹⁴⁴ Canada 9 nov. 2006.
- ¹⁴⁵ CFR oct. 2005.
- ¹⁴⁶ MIPT s.d.c.
- ¹⁴⁷ *Ibid.*
- ¹⁴⁸ *Ibid.*
- ¹⁴⁹ *Ibid.*
- ¹⁵⁰ Canada 9 nov. 2006.
- ¹⁵¹ MIPT s.d.d.
- ¹⁵² *Ibid.*
- ¹⁵³ *Ibid.*
- ¹⁵⁴ Canada 9 nov. 2006.
- ¹⁵⁵ MIPT s.d.d.
- ¹⁵⁶ Canada 9 nov. 2006.
- ¹⁵⁷ MIPT s.d.d.
- ¹⁵⁸ CFR 10 févr. 2006.
- ¹⁵⁹ MIPT s.d.e.
- ¹⁶⁰ *Ibid.*
- ¹⁶¹ *Ibid.*
- ¹⁶² *Ibid.*
- ¹⁶³ CFR 17 juill. 2006.
- ¹⁶⁴ Canada 9 nov. 2006.
- ¹⁶⁵ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2334.
- ¹⁶⁶ *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 329.
- ¹⁶⁷ *PHW 2007* oct. 2006, 603.
- ¹⁶⁸ *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2334.
- ¹⁶⁹ MIPT s.d.f.
- ¹⁷⁰ *PHW 2007* oct. 2006, 603.
- ¹⁷¹ MIPT s.d.g.
- ¹⁷² CFR nov. 2005.
- ¹⁷³ *Ibid.*
- ¹⁷⁴ *PHW 2007* oct. 2006, 603.
- ¹⁷⁵ MIPT s.d.a.
- ¹⁷⁶ *Ibid.* s.d.h.
- ¹⁷⁷ CFR 12 juin 2003.
- ¹⁷⁸ MIPT s.d.h.
- ¹⁷⁹ *Ibid.* s.d.b.
- ¹⁸⁰ Canada 9 nov. 2006.
- ¹⁸¹ MIPT s.d.i.
- ¹⁸² *Ibid.*
- ¹⁸³ *Ibid.*
- ¹⁸⁴ *Ibid.* s.d.j.
- ¹⁸⁵ *Ibid.*
- ¹⁸⁶ Canada 9 nov. 2006.

-
- ¹⁸⁷ MIPT s.d.j.
¹⁸⁸ *Ibid.*
¹⁸⁹ CFR 31 oct. 2005.
¹⁹⁰ MIPT s.d.k.
¹⁹¹ *Ibid.*
¹⁹² Canada 9 nov. 2006.
¹⁹³ *Ibid.*
¹⁹⁴ MIPT s.d.k.
¹⁹⁵ *Ibid.*
¹⁹⁶ *The Economist* 5 janv. 2007.
¹⁹⁷ *Ibid.*

RÉFÉRENCES

- Boston Globe*. 26 mars 2006. Anne Barnard. « Courting Israel's Russian Speakers: Centrist Party Targets Key Bloc ». <http://www.boston.com/news/world/middleeast/articles/2006/03/26/courting_israel_russian_speakers/> [Date de consultation : 27 déc. 2006]
- British Broadcasting Corporation (BBC). 4 janvier 2007. Katya Adler. « Sharon's Shadow Looms over Israel ». <http://newsvote.bbc.co.uk/mpapps/pagetools/print/news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/6230897.stm> [Date de consultation : 4 janv. 2007]
- _____. 16 décembre 2006. « Country Profile: Israel and Palestinian Territories ». <http://newsvote.bbc.co.uk/mpapps/pagetools/print/news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/country_profiles/803257.stm> [Date de consultation : 27 déc. 2006]
- _____. 31 août 2006. « Middle East Crisis: Facts and Figures ». <http://newsvote.bbc.co.uk/mpapps/pagetools/print/news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/5257128.stm> [Date de consultation : 5 janv. 2007]
- B'Tselem: The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories [Jerusalem]. 27 décembre 2006. « Statistics: Fatalities ». <<http://www.btselem.org/English/statistics/Casualties.asp>> [Date de consultation : 3 janv. 2007]
- Canada. 28 décembre 2006. Banque du Canada. « Convertisseur de devises - taux du jour ». <<http://www.banqueducanada.ca/fr/taux/convertisseur.html>> [Date de consultation : 29 déc. 2006]
- _____. 27 décembre 2006. Banque du Canada. « Convertisseur de devises - taux du jour ». <<http://www.banqueducanada.ca/fr/taux/convertisseur.html>> [Date de consultation : 27 déc. 2006]

-
- _____. 9 novembre 2006. Sécurité publique et Protection civile Canada (SPPCC). « Currently Listed Entities ». <<http://www.publicsafety.gc.ca/prg/ns/le/cle-en.asp>> [Date de consultation : 9 janv. 2007]
- _____. S.d. Sécurité publique et Protection civile Canada (SPPCC). « Listed Entities ». <<http://www.publicsafety.gc.ca/prg/ns/le/index-en.asp>> [Date de consultation : 10 janv. 2007]
- Council on Foreign Relations (CFR) [New York]. 17 juillet 2006. « Hezbollah (a.k.a. Hizbollah, Hizbu'llah) ». <<http://www.cfr.org/publication/9155/>> [Date de consultation : 9 janv. 2007]
- _____. 14 juin 2006. « Hamas ». <<http://www.cfr.org/publication/8968/hamas/html>> [Date de consultation : 9 janv. 2007]
- _____. 10 février 2006. Alexandra Silver. « Hamas' Leaders ». <<http://www.cfr.org/publication/9811/>> [Date de consultation : 10 janv. 2007]
- _____. Novembre 2005. « Kach, Kahane Chai (Israel, extremists) ». <http://www.cfr.org/publication/9178/kach_kahane_chai_israel_extremists.html> [Date de consultation : 9 janv. 2007]
- _____. 31 octobre 2005. « PFLP, DFLP, PFLP-GC, Palestinian Leftists ». <http://www.cfr.org/publication/9128/pflp_dflp_pflpgc_palestinian_leftists.html> [Date de consultation : 9 janv. 2007]
- _____. Octobre 2005. « Abu Nidal Organization (Iraq, extremists) ». <<http://www.cfr.org/publication/9153>> [Date de consultation : 9 janv. 2007]
- _____. 12 juin 2003. « Middle East: Terrorism ». <http://www.cfr.org/publication/7832/middle_east.html> [Date de consultation : 11 janv. 2007]
- The Economist* [Londres]. 5 janvier 2007. « Israel: Forecast ». <<http://www.economist.com/countries/Israel/profile.cfm?folder=Profile-Forecast>> [Date de consultation : 12 janv. 2007]
- _____. 19 décembre 2006. « The Spectre of War Between Palestinians ». <http://www.economist.com/world/africa/displaystory.cfm?story_id=8458275> [Date de consultation : 5 janv. 2007]
- _____. 28 novembre 2006. « The Israeli-Palestinian Truce ». <http://www.economist.com/displayStory.cfm?story_id=8344247> [Date de consultation : 5 janv. 2007]

-
- _____. 9 novembre 2006. « After Israel's Latest Assault on Gaza ». <http://www.economist.com/displayStory.cfm?story_id=8150161> [Date de consultation : 5 janv. 2007]
- États-Unis (É.-U.). 19 décembre 2006. Central Intelligence Agency (CIA). « Israel ». *The World Factbook*. <<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/is.html>> [Date de consultation : 27 déc. 2006]
- _____. 15 septembre 2006. Department of State. « Israel and the Occupied Territories ». *International Religious Freedom Report 2006*. <<http://www.state.gov/g/drl/rls/irf/2006/71423.htm>> [Date de consultation : 29 déc. 2006]
- The Europa World Year Book 2006*. 10 juin 2006. Vol. 2. « Israel ». Londres : Routledge.
- The Globe and Mail* [Toronto]. 28 mars 2006. Carolynne Wheeler. « Israeli Voters Face Prospect of Radical Change; Poorly Assimilated Russian Contingent Expected to Lean to the Far Right ». (Factiva)
- Israël. 1^{er} octobre 2006a. Israel Ministry of Foreign Affairs. « Culture: Media ». <<http://www.mfa.gov.il/MFA/Facts+About+Israel/Culture/CULTURE+Media.htm>> [Date de consultation : 27 déc. 2006]
- _____. 1^{er} octobre 2006b. Israel Ministry of Foreign Affairs. « The Land: Geography and Climate ». <<http://www.mfa.gov.il/MFA/Facts+About+Israel/Land/THE%20LAND-%20Geography%20and%20Climate>> [Date de consultation : 27 déc. 2006]
- _____. 1^{er} octobre 2006c. Israel Ministry of Foreign Affairs. « The People ». <<http://www.mfa.gov.il/MFA/Facts+About+Israel/People/SOCIETY>> [Date de consultation : 27 déc. 2006]
- _____. 1^{er} octobre 2006d. Israel Ministry of Foreign Affairs. « The State: Israel Defense Forces (IDF) ». <<http://www.mfa.gov.il/MFA/Facts+About+Israel/State/THE%20STATE-%20Israel%20Defense%20Forces%20-IDF->> [Date de consultation : 15 janv. 2007]
- _____. 1^{er} août 2005. Israel Ministry of Foreign Affairs. « The Judiciary: The Court System ». <<http://www.mfa.gov.il/mfa/government/branches%20of%20government/judicial/the%20judiciary-%20the%20court%20system>> [Date de consultation : 28 déc. 2006]

Memorial Institute for the Prevention of Terrorism (MIPT). S.d.a. Terrorism Knowledge Base (TKB). « Key Leader Profile: Ben-Gvir, Itamir ».

<<http://www.tkb.org/KeyLeader.jsp?memID=6106>> [Date de consultation : 10 janv. 2007]

_____. S.d.b. Terrorism Knowledge Base (TKB) « Key Leader Profile: Shallah, Ramadan Abdullah. ». <<http://www.tkb.org/KeyLeader.jsp?memID=156>> [Date de consultation : 11 janv. 2007]

_____. S.d.c. Terrorism Knowledge Base (TKB). « Group Profile: Al-Aqsa Martyrs Brigades ». <<http://www.tkb.org/Group.jsp?groupID=3855>> [Date de consultation : 10 janv. 2007]

_____. S.d.d. Terrorism Knowledge Base (TKB). « Group Profile: Hamas ». <<http://www.tkb.org/Group.jsp?groupID=49>> [Date de consultation : 10 janv. 2007]

_____. S.d.e. Terrorism Knowledge Base (TKB). « Group Profile: Hezbollah ». <<http://www.tkb.org/Group.jsp?groupID=3101>> [Date de consultation : 10 janv. 2007]

_____. S.d.f. Terrorism Knowledge Base (TKB). « Group Profile: Kach ». <<http://www.tkb.org/Group.jsp?groupID=61>> [Date de consultation : 10 janv. 2007]

_____. S.d.g. Terrorism Knowledge Base (TKB). « Group Profile: Kahane Chai ». <<http://www.tkb.org/Group.jsp?groupID=3750>> [Date de consultation : 10 janv. 2007]

_____. S.d.h. Terrorism Knowledge Base (TKB). « Group Profile: Palestinian Islamic Jihad (PIJ) ». <<http://www.tkb.org/Group.jsp?groupID=82>> [Date de consultation : 10 janv. 2007]

_____. S.d.i. Terrorism Knowledge Base (TKB). « Group Profile: Palestine Liberation Front ». <<http://www.tkb.org/Group.jsp?groupID=157>> [Date de consultation : 10 janv. 2007]

_____. S.d.j. Terrorism Knowledge Base (TKB). « Group Profile: Popular Front for the Liberation of Palestine (PFLP) ». <<http://www.tkb.org/Group.jsp?groupID=85>> [Date de consultation : 10 janv. 2007]

_____. S.d.k. « Group Profile: Popular Front for the Liberation of Palestine-General Command (PFLP-GC) ». <<http://www.tkb.org/Group.jsp?groupID=148>> [Date de consultation : 12 janv. 2007]

Nations Unies (NU). 2006. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). « Israël ». *Human Development Report 2006*.
<http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics/countries/data_sheets/cty_ds_ISR.html>
[Date de consultation : 29 déc. 2006]

Political Handbook of the World 2007 (PHW 2007). Octobre 2006. « Israël ». Sous la direction d'Arthur Banks, de Thomas Muller et de William Overstreet.
Washington : CQ Press.

Political Parties of the World. 24 janvier 2005. 6th ed. « Israël ». Sous la direction de Bogdan Szajkowski. Londres : John Harper Publishing.

Reporters sans frontières (RSF). 3 mai 2006. « Israël ». *Annual Report 2006*.
<http://www.rsf.org/article.php?id_article=17231> [Date de consultation : 27 déc. 2006]

Transparency International (TI). 7 décembre 2006. *Report on the Transparency International Global Corruption Barometer 2006*.
<http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/global/gcb> [Date de consultation : 15 janv. 2007]

_____. 2006. Corruption Perceptions Index 2006.
<http://www.transparency.org/layout/set/print/policy_research/surveys_indices/cpi/2006> [Date de consultation : 2 janv. 2007]

Worldmark Encyclopedia of Religious Practices. 2006. « Orthodox Judaism ». Sous la direction de Thomas Riggs. Farmington Hills, MI : Thomson Gale.